

**CONFERENCE  
DU MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES  
ET EUROPEENNES,  
BERNARD KOUCHNER  
"UNE ACTION POLITIQUE PEUT-ELLE REUSSIR  
FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ?  
L'EUROPE AVANT COPENHAGUE :  
TROIS MOIS POUR UN ACCORD INTERNATIONAL"**

(Paris, 8 septembre 2009)

Messieurs les Ministres, Cher David, Cher Carl,

Monsieur le Directeur, Cher Richard,

Mesdames et Messieurs,

Chers Amis,

Je voudrais, en vous remerciant tous d'être là, tenter de vous expliquer pourquoi mes amis David Miliband, Carl Bildt et moi-même, nous sommes devant vous, pour débattre de ce que nous pouvons, de ce que nous devons faire ensemble, c'est-à-dire ce que le réseau diplomatique de tous ces pays - et nous avons présent parmi nous ce soir le président de l'Union européenne, Carl Bildt - ce qu'ensemble nous pouvons faire pour lutter contre les effets négatifs du changement climatique.

*I. D'abord, c'est une urgence pour agir*

Nous sommes à trois mois de la Conférence de Copenhague, le rendez-vous que s'est donnée la communauté internationale pour fixer le futur régime de lutte contre le changement climatique.

Il y a urgence. Nous prônons ce que ce philosophe français, Jean-Pierre Dupuy appelle "le catastrophisme éclairé". Nous savons, peut-être pas suffisamment, que nous risquons une catastrophe. Qu'allons-nous faire ? Je ne suis pas "catastrophiste". Je n'en suis pas moins lucide : c'est déjà très grave et cette situation risque de s'amplifier encore si nous ne faisons rien. Il n'y a certes pas de fatalité : nous croyons en l'action et en la volonté politique, mais il faut faire vite.

Le défi est colossal : il nous faut changer de paradigme. Le caractère d'urgence de la lutte contre le changement climatique a progressé dans la conscience populaire. Mais il faut élaborer des stratégies contre ce changement à travers toute la planète, il est évident que dans les pays en développement l'on ne conçoit pas cette lutte de la même façon que dans les pays riches.

La France de son côté, travaille depuis deux ans sur le sujet - notamment dans le cadre du Grenelle de l'environnement et aujourd'hui avec son projet de taxe carbone. C'est également pour traduire, dans notre politique étrangère, ce nouveau paradigme que j'ai créé, à la faveur de la réforme du ministère des Affaires étrangères, la direction générale de la Mondialisation, du Développement et des Partenariats, une singularité française en terme d'organisation administrative, qui permet de traiter de sujets tels que l'eau, l'environnement, le

changement climatique, la santé, l'aide au développement, les questions économiques, dans une approche transversale.

Mais sur la scène internationale, l'Europe est aujourd'hui la seule à se mobiliser réellement pour cette négociation : en proposant notamment de réduire encore davantage ses émissions à l'horizon 2020 (- 20 % par rapport à 1990).

L'enjeu, éminemment politique et éminemment international - transnational devrais-je dire - est crucial.

Et nous sommes - trois ministres des Affaires étrangères, dont le représentant de la Présidence de l'Union européenne - devant vous car nous pensons qu'il faut redonner une dimension politique à ces questions d'environnement ; qu'il faut retrouver un sens à l'action scientifique, technique et militante, un sens né de cette urgence. C'est le devoir de la communauté internationale, c'est notre devoir d'avoir une approche préventive de ces mutations. C'est notre devoir - vis-à-vis de notre planète et vis-à-vis de vous - de nous organiser sans attendre pour y faire face.

## *II. Un enjeu international*

Un enjeu international : Pourquoi ?

. Parce c'est d'abord un enjeu de sécurité collective ;

Le changement climatique, on le sait, exacerbe les problèmes existants. Il aggrave les menaces pesant sur la stabilité internationale et est directement porteur de crises, ces "guerres environnementales" comme on les appelle désormais :

- aggravation des tensions dans les zones où les ressources naturelles sont rares : je pense aux conflits fonciers du Darfour, aux conflits sur l'eau dans la région du fleuve Jourdain ;

- je pense à la catastrophe qui menace les populations qui vivent aux bords des grands fleuves d'Asie alimentés par l'Himalaya, véritable bombe à retardement ;

- impact sans précédent sur la disponibilité des récoltes et de nourriture notamment en Afrique ;

- déplacements massifs de populations : selon certains rapports, il pourrait y avoir plus de 200 millions de migrants climatiques d'ici à 2050 ;

- extension et déplacement des pandémies dans des zones nouvelles, etc.

Les exemples sont innombrables.

Il s'agit d'un enjeu international parce que le changement climatique est indissociable du développement :

L'enjeu est de donner la possibilité à tous les citoyens du monde d'accéder à un standard de vie digne sans catastrophe écologique.

Le changement climatique constitue un frein au développement. Les efforts pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement sont largement compromis par les menaces qu'il fait peser. Il remet en cause les modèles de développement antérieurs.

Il n'y a pas de développement sans accès à l'énergie ni stabilisation du climat : les pays les plus pauvres, l'Afrique en particulier, sont déjà le plus touchés par le réchauffement et seront plus affectés encore ; les populations les plus dépendantes des ressources naturelles (agriculture, forêts, etc.) sont les plus fragiles. Comment peut-on fournir de l'électricité à l'Afrique ? Voilà une question à laquelle nous devons apporter une réponse.

Il s'agit aussi d'un enjeu international parce que lutter contre le changement climatique suppose une nouvelle gouvernance mondiale et d'ajuster la régulation internationale sur les enjeux globaux.

Les difficultés de la négociation internationale sur le climat le montrent, on manque de mécanismes et d'institutions, pour faire converger les politiques, les comportements, les stratégies des entreprises en vue de l'objectif commun de la réduction des gaz à effet de serre.

C'est pourquoi une réflexion s'est engagée pour refonder le système des organisations internationales (l'ONU) et pour réduire le hiatus entre les attentes des uns et des autres et la fragmentation du système international.

La crise financière appelle à une réforme de la gouvernance mondiale ; elle est à l'ordre du jour du G20 de Pittsburgh. Nous devons saisir cette occasion pour revoir également les mécanismes internationaux qui régissent le développement et l'environnement.

### *III. Un enjeu politique*

Au niveau international, la lutte contre le changement climatique est d'abord une question politique.

Aujourd'hui, à la différence de Kyoto, l'enjeu se joue surtout dans les pays en développement et émergents qui sont en passe de rattraper, voire de dépasser les pays industrialisés en matière d'émissions et craignent de supporter l'effort principal de réduction en l'absence d'engagements vraiment sérieux des pays industrialisés.

Dans son dernier livre, Daniel Cohen (*La Prospérité du vice, Une introduction (inquiète) à l'économie*) pointe en quelques chiffres le cœur du problème: Si la Chine avait le même nombre de voitures par habitants que les Etats-Unis, elle devrait consommer à elle seule toute la production pétrolière mondiale. Si les Chinois consommaient autant de papier par tête que les occidentaux, ils utiliseraient toutes les forêts de la planète. Le même calcul peut être appliqué à l'Inde, dont la population dépasse le milliard d'habitants.

Chiffres qui nous renvoient au défi démographique.

La conclusion est simple : la Terre n'a tout simplement pas les moyens de "soutenir" un développement économique de type occidental étendu à tous les pays. Allons-nous pour autant dénier aux pays en développement leurs aspirations à la modernité ?

Le changement climatique est un défi global qui nous concerne tous. Ce n'est que tous ensemble que nous pourrions relever le défi de la réduction des émissions de gaz à effets de serre.

Mais voilà, l'effort n'est pas le même pour tous ; pas plus que les conséquences du changement climatique ne sont les mêmes partout. Et c'est aux plus démunis qu'on demande l'effort le plus coûteux.

Comment convaincre nos partenaires de "partager le fardeau" alors même que dans cette arithmétique du climat, la fameuse théorie des jeux leur est défavorable ? Les uns ont moins à faire si les autres augmentent leurs efforts.

Mais surtout comment demander aux plus démunis de ne pas polluer alors même qu'ils luttent pour leur survie ?

#### *IV. Que faire ?*

Quelles démarches politiques et diplomatiques pouvons-nous faire d'ici Copenhague et surtout après Copenhague ?

Deux rendez-vous internationaux prévus avant la fin du mois sont d'une importance capitale pour parvenir à un accord à Copenhague :

- . Le Sommet du Secrétaire général de l'ONU sur le climat le 22 septembre à New York ;
- . Le Sommet du G20 à Pittsburgh le 25 septembre.

Il faut saisir ces opportunités pour avancer.

Le Sommet de Copenhague est lui-même une étape cruciale : il doit donner "l'impulsion", pour permettre la création, à l'initiative de la France, d'une Organisation mondiale de l'Environnement, véritable "clef de voûte qui aura vocation à fédérer des outils aujourd'hui dispersés" selon les termes du président de la République (lors de la Conférence des ambassadeurs - 26 août).

Mais au-delà d'un accord et pour vraiment changer les comportements, il nous faut avec nos partenaires du sud :

1/ Créer les conditions de la confiance pour s'engager ensemble et au plus vite dans un développement économe et efficace en consommation d'énergie, innovante sur les sources alternatives d'énergie non polluantes, équitable sur un partage raisonnable des ressources ;

2/ Donner des gages : les pays en développement ne feront ce pari que si les pays développés y croient pour eux-mêmes ; que s'ils donnent l'exemple et surtout des gages de leur bonne volonté (en maintenant leurs marchés ouverts et en renforçant le soutien financier et technologique permettant aux pays en développement d'accélérer leur transition).

3/ Consolider la confiance : reconnaître les efforts accomplis par les pays en développement et être clair sur le refus de nouvelles conditionnalités ;

4/ Remettre au centre des discussions l'impact du changement climatique sur les plus pauvres, les principes d'équité qu'on oublie trop souvent.

Nous devons aussi au sein de l'Union européenne nous mobiliser tous ensemble pour préparer la négociation de Copenhague, notamment avec nos partenaires clés : vos pays, David et Carl ; le Danemark et l'Espagne, notamment.

Vis-à-vis de nos autres partenaires, il nous faut déployer une action diplomatique déterminée :

Avec les Etats-Unis et l'ensemble des pays développés, il nous faut rester exigeants sur les objectifs de moyen terme de réduction des émissions. Il faut d'ailleurs saluer la décision de l'administration Obama de revenir en pointe sur ce dossier. Il est primordial que l'Union européenne et les Etats-Unis engagent un dialogue substantiel sur les institutions et sur les normes de régulation.

Aux pays émergents, nous devons également adresser un message clair. La lutte contre le changement climatique n'a pas de sens sans un engagement significatif de leur part : ils sont déjà - on l'a dit - parmi les principaux émetteurs de gaz à effet de serre. Nous devons les encourager à poursuivre et amplifier leurs efforts pour mettre en place une croissance sobre en carbone. Les prochains sommets UE/Brésil, UE/Inde et UE/Chine doivent être l'occasion d'avoir des discussions franches avec nos partenaires et initier des projets concrets.

Au niveau bilatéral, nous avons, avec nos amis brésiliens, défini des positions communes sur le climat.

Aux pays pauvres, notamment à l'Afrique, nous devons également adresser un signal fort. La pauvreté énergétique et l'adaptation au changement climatique doivent devenir un axe prioritaire de notre politique de coopération particulièrement au niveau européen. Dans la négociation de type Nord/Sud sur le climat, il est primordial que les pays industrialisés soutiennent les plus vulnérables dans leurs choix de développement durable. La France attache une grande importance à ce que le PED ne soient pas oublié dans les discussions internationales sur le climat et sur l'accès à l'énergie.

Nous sommes donc aujourd'hui à la veille d'un sommet qui pourrait devenir historique ; qui pourrait être la première étape dans la mise en place d'une gouvernance globale dans le domaine de l'environnement. Cette gouvernance que nous appelons de nos vœux et à laquelle les générations futures, votre génération, sont "condamnées" à œuvrer pour préserver notre planète de sombres lendemains.

C'est de la politique pure./.